

Géopolitique du sionisme

Du même auteur

Géopolitique de Jérusalem, Flammarion, 1998, 2008, 2015.

Le Moyen-Orient entre guerre et paix. Une Géopolitique du Golan, Flammarion, 1999.

L'Art de la guerre par l'exemple, Flammarion, 2000, 2015.

Géopolitique de l'Apocalypse. La démocratie à l'épreuve de l'islamisme, Flammarion, 2002.

La Grande alliance. De la Tchétchénie à l'Irak, un nouvel ordre mondial (avec Olivier Guez), Flammarion, 2003.

Géopolitique d'Israël. Dictionnaire pour sortir des fantasmes (avec François Thuau), Seuil, 2004, 2006.

Comprendre le Proche-Orient. Une nécessité pour la République (collectif dirigé avec Éric Keslassy), Béal, 2005.

Atlas géopolitique d'Israël. Aspects d'une démocratie en guerre, Autrement, 2008, 2010, 2015.

Comprendre la géopolitique, Le Seuil, 2011.

De quelques idées reçues sur le monde contemporain, Autrement, 2013.

Géopolitique du printemps arabe, PUF, 2014.

Petites leçons de diplomatie, Autrement, 2015.

Voir également site : <http://fredericencel.org/>

Frédéric Encel

Géopolitique du sionisme

STRATÉGIES D'ISRAËL

NOUVELLE ÉDITION

ARMAND COLIN

Que soient remerciés chaleureusement pour leur concours Michaël Bar-Zvi, Georges Bensoussan, Laurent Berton, Anne-Sophie Bourg, Adeline Cœur, Stéphane Encel, Corinne Ergasse, Béatrice Giblin, Emmanuel Goldsztejn, Éric Laverge, Elie Lellouche, Aurèle Médioni, Delphine Papin, Anne-Sophie Sebban, Gérard Soufir, et François Thual. Chacun d'eux connaît la nature de son soutien et sait à quel point il aura été précieux dans l'élaboration de cet ouvrage... Je tiens aussi à exprimer ma profonde reconnaissance au professeur Yves Lacoste sous la direction duquel j'avais déjà eu le privilège de mener à bien mon DEA puis ma thèse de doctorat, et de participer aux travaux d'*Hérodote*. Qu'il reçoive toute ma gratitude pour ses recommandations avisées et sa confiance renouvelée.

Visuel de couverture : Ruines de la forteresse de Massada, Israël. Ph. Mikhail Markovskiy-fotolia.com
Graphisme : Alain Chevallier
Mise en pages : Lumina Datamatics
Cartographie : Aurélie Boissière

© Armand Colin, 2015
Armand Colin est une marque de Dunod Editeur
5, rue Laromiguière, 75005 Paris
ISBN 978-2-200-60363-2

*« L'Israélien ne continue pas le Juif,
il le métamorphose. »*

André Malraux

*« L'idée que les Arabes détruisent l'État juif
et jettent ses citoyens à la mer ne peut pas se
supporter un instant, sauf si je suis raciste. »*

Jean-Paul Sartre

AVERTISSEMENT

NOUS avons pris le parti d'une typographie aisée pour un lectorat francophone : les sonorités en « ou » sont retranscrites par la syllabe *ou* (et non par le *u* anglo-saxon), le son « kh » de la jota espagnole prendra la forme d'un *h* souligné (ex. : Itshak Rabin), et (non d'un *ch*), le son « gue » s'écrira *gu* (et non *g*), enfin des accents aigus ou graves seront disposés sur certains noms communs ou propres (ex. : Shimon Péres).

On trouvera parfois le terme « hébreue(s) » (acceptions politique et culturelle), plutôt que « hébraïque », désignant spécifiquement la langue.

Quant aux sources en hébreu que nous avons pu utiliser, elles apparaîtront dans leur version française ou anglaise à chaque fois que possible.

AVANT-PROPOS

EN préambule de cet ouvrage, il nous a semblé devoir donner au lecteur quelques éléments de lecture quant à la méthodologie adoptée, tant sur la forme que sur le fond.

Sur la forme d'abord, la question se posait de savoir comment bâtir un plan qui couvrirait simultanément un mouvement idéologique plongeant ses racines les moins anciennes dans le dernier tiers du XIX^e siècle, le sionisme, et un État né plus tard, au milieu du XX^e siècle, fruit politique et prolongement institutionnel de cet idéal. Fallait-il privilégier la rupture ou la continuité ? Afin de ne sacrifier aucune de ces deux réalités, nous avons décidé d'adopter une démarche à la fois chronologique et thématique.

Pour l'essentiel, la première partie traite des caractéristiques spécifiques au sionisme, et n'aborde par conséquent pas l'État d'Israël contemporain ; à l'intérieur, le lecteur suivra également un itinéraire globalement thématique même si le mécanisme déclencheur de certains événements (ex. : vagues de pogromes/prise de conscience politique/usage de la force) introduit nécessairement une « dose » chronologique.

Avec la deuxième partie, on avance dans le temps, il s'agit non plus de penser l'usage problématique de la force mais bien la « gestion » de la guerre ; quantitativement, qualitativement, on change de niveau. Avoir recours à la guerre implique non seulement d'être en mesure de la faire d'une façon ou d'une autre (inimaginable pour les membres de l'autodéfense juive de Russie ou les quelques fermiers sionistes des débuts du

Yishouv¹) – autrement dit de disposer d'une force armée constituée et *a minima* cohérente – mais aussi la perception claire d'adversaires et/ou d'ennemis, des stratégies, des objectifs territoriaux, des alliances diplomatiques, voire des risques de guerre civile... En tout cela, il ne pouvait s'agir que du Yishouv déjà avancé dans sa structuration puis de l'État-nation constitué.

La troisième partie accompagne et prolonge chronologiquement la précédente puisque la montée en puissance ne peut intervenir qu'après avoir pensé – et généralement commencé à mener – la guerre au sens défensif du terme ; pour Israël, ce « luxe » ne s'acquiert que progressivement et posera du reste des questions morales, identitaires et sociales comme autant de limitations.

La quatrième et dernière partie de l'ouvrage, exclusivement thématique, traite d'une dimension parfois négligée dans l'étude du sionisme et d'Israël ; ces représentations et utilisations d'espaces fluctuants qui se complètent d'une décennie de lutte politique et militaire à l'autre, du sionisme à l'État hébreu, des premiers pionniers/colons des marais galiléens aux ingénieurs hydrologues israéliens d'aujourd'hui...

Enfin plusieurs cartes viendront illustrer des réalités et des évolutions évoquées dans le corps du texte, un index, deux chronologies, une bibliographie et des annexes venant constituer des supports et des éclairages supplémentaires.

Sur le fond, c'est dans le cadre du courant de pensée géopolitique « lacostien », entretenu et développé à l'Institut français de géopolitique de l'Université Paris 8 dirigé par Béatrice Giblin, puis par Barbara Loyer, que s'inscrit la démarche intellectuelle du présent ouvrage. Mes travaux de thèse de doctorat puis d'habilitation à diriger des recherches (HDR), accomplis sous l'égide des professeurs Lacoste et Giblin, m'avaient convaincu que traiter de la géopolitique ne signifie pas compter le nombre de canons ou de barils de brut à un certain moment et sur des cartes plates, ni se contenter de raconter des joutes diplomatiques ou militaires. Trop souvent galvaudée, la géopolitique implique à tout le moins d'analyser en priorité des *représentations*, autrement dit des perceptions identitaires collectives véhiculées sur des « temps longs » braudéliens ; s'agissant d'un phénomène politique aussi complexe, méconnu et fantasmé que

le sionisme, ne pas employer cet outil d'analyse conceptuel eut relevé de l'hérésie ! Aussi donnera-t-on abondamment la parole aux intellectuels sionistes eux-mêmes afin de mieux appréhender les articulations de ce mouvement idéologique qui allait mener à la constitution d'un « pays ancien-nouveau », selon la célèbre formule de son fondateur Theodor Herzl.

Outre l'étude des représentations, il s'agit ici de mettre l'accent sur les aspects *géographiques* et stratégiques tant du sionisme que d'Israël ; sur des niveaux d'analyse extrêmes – du plus petit (les mètres) au plus grand (les dizaines de milliers de kilomètres) –, les sionistes hier et les Israéliens aujourd'hui n'ont jamais cessé de penser l'espace.

Enfin et surtout, que signifierait une analyse géopolitique sans la prise en compte au premier chef des *rivalités de pouvoir* ? La géopolitique du sionisme et les stratégies d'Israël les induisent nécessairement : entre courants politiques juifs en Russie tsariste de la fin du XIX^e siècle, entre les puissances européennes, et, bien entendu, entre Israéliens et Arabes.

Ce livre – on l'aura compris –, n'est pas un ouvrage d'histoire du conflit israélo-palestinien mais bien de géopolitique traitant du sionisme et d'Israël. Nous ne négligerons évidemment pas le contexte conflictuel avec les Arabes de Palestine puis, par extension, avec les États arabes proche-orientaux voire l'Iran. Toutefois, le sionisme n'est pas consubstantiellement lié à telle réalité arabe et/ou musulmane, et ses origines et vocations profondes leur sont même initialement parfaitement étrangères.

Ajoutons que cette étude, qui comporte noms, dates, faits, chiffres et citations comme autant de réalités avérées, se veut frappée au coin de l'objectivité. Mais l'objectivité existe-t-elle seulement dans les sciences humaines, et notamment sur des thèmes aussi passionnels ? De part et d'autre, des militants qui se défendent d'en être nous démontreront probablement que non... Qu'importe ; pour sa part, l'auteur aura procédé au même choix que pour sa thèse de doctorat, son habilitation à diriger des recherches, ses ouvrages, ses articles et ses communications publiques, celui de la rigueur scientifique et de l'honnêteté intellectuelle.

Paris-Le Vigan, 7 août 2015

INTRODUCTION

L'UN des phénomènes les plus intéressants à observer lorsqu'on aborde le sionisme et Israël, c'est la passion sinon la fascination que ces thèmes de recherche suscitent à peu près universellement. Avant même d'entrer dans l'analyse de ces réalités politiques, géographiques, et, finalement hautement géopolitiques, on pourrait y consacrer des travaux entiers... Que beaucoup parmi les 7 ou 8 millions de Juifs diasporiques dans le monde s'intéressent au sionisme se conçoit aisément; que 300 millions d'Arabes s'émeuvent du conflit israélo-palestinien paraît naturel, et l'on pourrait étendre cet intérêt à nombre de musulmans; mais que de jeunes Japonais n'ayant jamais approché un Juif (ni un Arabe au demeurant) viennent assassiner des « ennemis sionistes » à 12 000 km de chez eux au péril de leur vie laisse pantois¹. De même, tandis qu'un continent entier, l'Afrique contemporaine des années 1990-2000, subissait des pandémies, guerres, dictatures, famines et autres génocides avérés emportant des civils par millions, certaines universités européennes rivalisaient de colloques sur la légitimité du sionisme (créé voilà plus d'un siècle!) et la politique d'un État de 21 000 km peuplé par 7,9 millions d'âmes...

En 2003, dans un contexte d'exceptionnelle couverture médiatique des violences israélo-palestiniennes, un sondage effectué dans l'ensemble des quinze pays membres de l'Union européenne confirmait cette véritable obsession en révélant que, pour une majorité relative de personnes interrogées, l'État hébreu était « le pays le plus menaçant pour la paix dans le monde ».

Sur Internet, dans des forums, lors d'une campagne électorale européenne (France, 2009), dans la rue souvent (deuxième guerre de Gaza, 2014), le sionisme apparaît comme une sorte de phénomène inquiétant à facettes multiples et tout-puissant et, bien entendu, jamais défini. Comment expliquer cet engouement virant souvent à la fascination ?

On pourrait se contenter – dans un ouvrage à caractère mystique – de la traditionnelle assertion romantique selon laquelle la Terre Sainte rend décidément fous les hommes, et autres « de Jérusalem dépend la paix du monde² ». En dépit de la sensibilité philosophique profondément agnostique de l'auteur de ces lignes, il ne s'agit pas ici de balayer d'un revers de main l'attachement sincère de croyants pour la terre des épopées bibliques ; cela dit, nulle réponse spiritualiste ne permet d'éclairer les raisons d'une fascination chez des athées, des bouddhistes et/ou des gens simplement ignorants des Écritures et, d'autre part, la question de la focalisation sur Israël et le sionisme plutôt que sur le nationalisme arabe, par exemple, reste en suspens.

On pourrait au contraire privilégier l'argument rationnel en vertu duquel le conflit israélo-palestinien constitue une menace permanente pour la sécurité énergétique et la stabilité au Moyen-Orient, avec donc des répercussions potentiellement graves pour l'ensemble de la planète. Outre que la capacité de nuisance régionale et *a fortiori* mondiale du conflit israélo-palestinien nous semble tout à fait exagérée – d'une part car le Printemps arabe déclenché en 2010 et l'explosion de l'État islamique (Daesh) en 2014-2015 n'eurent aucun rapport, d'autre part parce que la paix israélo-égyptienne, les cours du brut et la longévité des régimes moyen-orientaux ont résisté à une guerre Israël/OLP, à deux Intifada, au terrorisme d'Al-Qaïda, à une attaque irakienne d'Israël et aux récents conflits Israël/Hezbollah et Israël/Hamas –, l'argument stratégique ne correspond pratiquement jamais à l'explication avancée par les contempteurs d'Israël. Du reste, ceux-ci pourraient condamner vigoureusement, et en toute légitimité morale et intellectuelle, telle politique de l'État hébreu sans avoir systématiquement recours à une condamnation du sionisme, à moins de considérer les premiers

kibboutzim (villages collectivistes du Yishouv) comme liés au pétrole du golfe Persique...

Idem pour les considérations liées au droit international; incontestablement, des gouvernements israéliens ne donnent pas suite à certaines résolutions des Nations unies. Cela dit, si l'on devait remettre en cause la légitimité des courants politiques fondateurs de chacun des 194 États représentés à l'ONU qui ne respecte pas scrupuleusement la lettre et l'esprit de ses Charte, Déclaration universelle des Droits de l'Homme et autres résolutions, on en oublierait enfin un peu dans un contexte d'opprobre universel un Theodor Herzl, mort en 1904, dont on se demande bien quel rapport il entretient avec la résolution 338 du Conseil de sécurité!

En réalité, la fascination pour le sionisme et, partant, pour son fruit politique, puise souvent à celle plus ou moins consciente pour le judaïsme. Paradoxe : le sionisme comme mouvement fondamentalement laïc et politique cherche précisément à extirper les Juifs des dimensions culturelle et religieuse bimillénaires du judaïsme, les seules que connaissent l'Occident chrétien et l'islam. Or la dimension politique, territoriale et nationale du judaïsme, prédominante dix siècles durant sous l'Antiquité davidique et post-davidique mais absolument nouvelle pour ces deux civilisations, n'est toujours pas intériorisée, comprise, acceptée. Le Juif y reste juif/religion et non Juif/peuple, et par conséquent sa revendication soudaine de Juif/État-nation stupéfiée, dérange et/ou indigne.

Ontologiquement, l'Église ne peut y souscrire puisque si « le Juif errant est arrivé », selon la célèbre formule d'Albert Londres, l'une des pièces maîtresses du dispositif dogmatique à l'encontre du « peuple déicide » s'effondre. Ce positionnement fondamental explique le rejet du sionisme par le Saint-Siège dès 1904 et celui de l'État d'Israël jusqu'à la date exceptionnellement tardive de 1993. Ces dernières décennies, nombre de chrétiens de gauche avaient donné au Palestinien une figure christique, incarnée dans les médias par un Yasser Arafat (musulman) exigeant en vain d'assister à la messe de Minuit à Bethléem. Les Européens ne vont plus à l'église? Peu importe; perceptions et captations identitaires, conscientes ou pas, demeurent. Quant à l'islam,

et sans entrer ici dans des développements théologiques hors de propos, rappelons qu'il valorise les Juifs comme premiers révélateurs et porteurs du monothéisme, mais certainement pas comme nation à part entière; leurs trahisons successives des prophètes envoyés par Allah (Moïse/Moussa, Jésus/Issa, Mahomet/Muhammad) les ont définitivement déçus de ce statut.

Le sionisme est donc historiquement anormal et théologiquement hérétique, et Israël doit être combattu avec d'autant plus de force qu'il se crée sur une terre admise comme musulmane depuis la conquête d'Omar au VII^e siècle, faisant de surcroît d'Al Quds/Jérusalem sa capitale! Ajoutons que nombre d'Arabes – musulmans ou pas – reprochèrent dans les années 1940-1960 à leurs concitoyens juifs immigrant en Israël une forme d'« ingratitude » à quitter des sociétés qui les avaient bien mieux tolérés que celles de l'Europe chrétienne³.

Pourtant, la focalisation sans doute la plus intéressante provient d'une partie de la gauche laïque occidentale. À partir de 1967, des pans entiers de ce progressisme jusque-là favorable au sionisme et à Israël basculent dans l'antisémitisme, sous l'effet conjugué de deux facteurs. D'abord, conjoncturellement, la victoire écrasante d'Israël sur les armées arabes, au cours de la guerre des Six-Jours de juin 1967 et la conquête de territoires arabes par Tsahal (l'armée israélienne) révèlent un nouveau rapport de force qui tranche avec la perception « davidique » du petit État juif cerné par le « Goliath » arabe. Ensuite, structurellement, l'abandon de tout référentiel nationaliste (voire patriotique) au profit d'une démarche universaliste et révolutionnaire (années 1960-1980) puis tiers-mondiste et/ou altermondialiste (années 1990-2010), provoque une désaffection vis-à-vis d'un État d'Israël qui représente sans cesse davantage un bastion de l'État-nation chargé de patriotisme, d'engouement pour la chose militaire, de passion pour la possession de la terre ancestrale.

Ainsi, par un curieux retournement historique, tandis que la gauche française (la jaurèsiste humaniste et non la guesdiste fanatique) du début du XX^e siècle défendait les Juifs, cosmopolites, une partie d'entre elle conspu aujourd'hui ceux d'entre eux – les sionistes (ou les pro-sionistes) – qui défendent un

enracinement historique et expriment fortement leur attachement au concept désormais honni de nation. Au fond, dans ces milieux progressistes, ne perçoit-on pas inconsciemment les Juifs (sionistes) comme ayant abandonné leur mission atavique, celle de préfigurer la paix universelle et l'universalité absolue d'un Grand soir sans nations ni patries ? En outre, on pourrait étendre l'observation au rapport difficile de la jeunesse européenne face à la Shoah que n'ont pu/su/voulu empêcher les parents et grands-parents ; ce rapport complexe a du reste pu jouer dans les deux sens : nombre de jeunes partant comme volontaires en *kibboutz* dans les années 1960-1970, d'autres, depuis, épousant la cause palestinienne sur le mode des « nouveaux Juifs » persécutés par ceux qui le furent durant la Shoah. Or ce concept de « persécuteur naguère persécuté » fascine souvent bien davantage que le type traditionnel du bourreau...

Moins construite et pour ainsi dire indigente, une autre forme d'antisionisme et/ou d'hostilité radicale à Israël se manifeste depuis les années 1980 à travers une grille de lecture hautement manichéenne et tiers-mondiste des rapports (forcément conflictuels) entre les peuples ; les lignes de fracture passeraient ainsi nécessairement entre le Nord et le Sud, entre les nantis et les déshérités, entre les puissants et les faibles, autrement dit entre les « méchants » et les « bons ». Dans cette optique outrancièrement simpliste, Israël fait figure de repoussoir. Pourtant aux antipodes de cette gauche marxisante par certains aspects, quelques milieux souverainistes de gauche ont entretenu également un certain antisionisme qui coïncidait avec leur admiration pour les régimes arabes « laïcs » et « républicains » (Égypte de Nasser, Irak de Saddam Hussein et Syrie des Assad, ennemis d'Israël), et leur détestation des États-Unis d'Amérique (même sous Obama), l'allié de l'État hébreu.

On ne peut enfin faire l'économie de cet ultime élément, l'antiaméricanisme virulent. Le sionisme serait aux Palestiniens ce que les Américains blancs auraient été aux Amérindiens, le Grand Israël serait une « Nouvelle frontière », la conquête du Canaan biblique un socle commun aux deux impérialismes et l'argent juif leur viatique. Cette théorie ici résumée hâtivement mais, hélas, fidèlement retranscrite – complotiste dans ses

variantes d'extrême gauche et d'extrême droite – ne se transmet pas exclusivement sous cape entre militants antisémites et négationnistes, mais s'exprime dans certains cercles universitaires et intellectuels tout à fait respectables par ailleurs. On le verra dans le chapitre 12 : dans sa version perpétuelle, philosophique et spirituelle, l'alliance américano-sioniste relève du fantasme pur⁴.

Voilà pour des motifs et des variables d'exécration du sionisme. N'insistons pas en revanche sur les stratégies d'Israël : étatiques, elles sont par nature critiquables par tout citoyen qui se respecte. Par une définition bien connue, « les États n'ont que des intérêts » et, même si l'État hébreu constitue à certains égards le prolongement idéologique fidèle du mouvement sioniste ben-gourionien des années 1930 – et, dans une mesure finalement moindre, de celui herzlien des années 1900 –, il agit pragmatiquement en fonction d'un contexte qui lui est propre. À ce titre, entendre évoquer des stratégies de nature « interventionniste » voire « impériale » chez nombre d'observateurs (à commencer par De Gaulle en 1967!) n'a rien de choquant, et toute critique de ses décisions politiques prête à analyse et à débat. À la tête de la démocratie israélienne, où les équipes gouvernementales se succèdent à un rythme effréné sous l'insolente vigilance des médias, du Parlement (la Knesset) et de la Cour suprême (Bagatz), les choix stratégiques changent au gré des nécessités comprises comme telles et parfois des appartenances idéologiques.

Pour le reste, sur les questions de frontières, de contrats d'armements, d'identité mythifiée, de mémoire collective entretenue, de paix et de guerre, on serait bien en peine de déterminer une *manière structurellement et spécifiquement* israélienne d'évoluer et de se comporter. L'un des objets du présent ouvrage est d'observer les grandes lignes stratégiques de l'État hébreu, pas d'y déceler un atavisme introuvable.

Au fond, cette forme de normalité étatique faite de prise en compte constante des rapports de force, de maintien ou d'accroissement de la puissance militaire, d'usage de la mémoire comme ciment national, de politiques de tension et d'apaisement, ou encore de poursuite de gains financiers, ne correspond-elle pas à ce qu'on reproche à Israël ? Si Israël se comporte

*morale*ment comme les autres nations, sa naissance en valait-elle la peine ? À cette question plus *moraliste* que morale, maintes fois entendue dans des milieux progressistes et philosémites, on pourrait répondre en se demandant en vertu de quelle *essence* divine, spirituelle ou victimaire survalorisée, un État-nation juif devrait-il échapper aux règles multiséculaires du pouvoir politique et des rivalités pour sa possession ou son accroissement. Finalement, être moral ou ne pas être...

À l'origine, dans les années 1880, il s'agissait d'une poignée de jeunes intellectuels progressistes européens, dépourvus de tout moyen politique ou financier et qui, profondément marqués par des violences les visant ainsi que leurs semblables, échafaudèrent un plan de transfert de population vers des confins semi-désertiques orientaux mais ancestraux, dans lesquels ils bâtiraient une société nouvelle, égalitaire et à leurs yeux idéale. Presque un siècle et demi plus tard, l'État lointainement né de leur démarche minoritaire incarne une puissance militaire considérable et joue un rôle stratégique de premier plan dans sa région et au-delà. Au présent ouvrage de tenter d'éclairer le mécanisme idéologique de ces jeunes gens, la grande diversité théorique de leurs projets respectifs, les étapes de développement sur le terrain liées aux gigantesques bouleversements politico-militaires que le monde connut en quelques décennies, enfin l'évolution interne et le contexte régional de l'entité nationale souveraine ainsi créée.

La géopolitique du sionisme et les stratégies d'Israël sont choses trop passionnantes pour qu'on en gâche l'analyse en y mêlant de la... passion.

PREMIÈRE PARTIE

Le sionisme, un nationalisme atypique

« Penser en sioniste, c'est-à-dire en sujet politique, tel est l'objet de cette révolution culturelle. Ce retour à l'Histoire par le détour de la géographie marque à la fois un déplacement de la diaspora vers la terre d'Israël, un déplacement de l'Exil vers Sion comme nouvelle centralité du monde juif, un déplacement enfin de la religion à la nation comme cœur de l'histoire juive. »

David Ben Gourion

PARLER du sionisme à la manière d'un nationalisme est juste, mais insuffisant voire très lacunaire, tant ce nationalisme-là est, au terme du XIX^e siècle, bien particulier, tant il présente notamment deux grandes caractéristiques le différenciant de ses contemporains.

D'abord, à l'inverse de tous les autres, il n'affiche pas – plusieurs décennies durant – d'ambitions ni de composantes militaires, pour des raisons à la fois morales (utopie pacifiste de Herzl) et prosaïques (absence d'officiers permettant d'encadrer des recrues) qui seront développées tout au long de cette partie.

Ensuite, il s'agit d'un nationalisme « délocalisé » au sens où ses militants prônent l'installation dans un ailleurs, un outre-terre ou un outre-mer; tandis que les nationalistes allemands, français, russes, italiens, polonais, serbes cherchent à fédérer et à se renforcer *in situ*, autour d'un pôle démographique, culture et parfois politique déjà existant sur place en Europe, les sionistes appellent à partir, à quitter le continent, y compris lorsque vivent des Juifs en nombre très considérable (zone de résidence de l'Empire tsariste), ou en condition statutaire favorable car bien intégrée comme en Europe de l'Ouest.

Si l'on ajoute à cela que les sionistes se réapproprient une langue vivante autre que celle vernaculaire déjà parlée par l'immense majorité des Juifs, ils tranchent décidément beaucoup avec les nationalismes de l'époque...

CHAPITRE 1

Les Juifs dans le monde au terme du XIX^e siècle

ON compte environ 10 millions de Juifs en 1881 (contre environ 13 millions en 2015). Plus de 90 % des Juifs sont des Ashkénazes (Empires russe et austro-hongrois, Europe occidentale) originaires d'Europe centrale, et environ 10 % des Séfarades (Afrique du Nord, Grèce, Empire ottoman) et des Orientaux respectivement originaires de la péninsule Ibérique (expulsion de 1492) et de la Judée antique (Yémen, Irak, Iran...).

Situation morale, matérielle, démographique et géographique des Juifs en 1881

Si la population juive ne s'accroît que marginalement dans des États où l'émancipation a eu lieu (France, Allemagne, Grande-Bretagne, du fait d'un faible taux de fécondité et d'une forte exogamie), le taux de croissance démographique dépasse en revanche les 3 % par an dans l'Empire tsariste, espace prédominant des masses juives traditionalistes et religieuses, souvent confinées dans des quartiers et *shtetl* (villages juifs), jusqu'alors peu influencées par les Lumières et soumises à un régime plus ou moins féroce antisémite¹.

Lorsque déferle la vague de pogromes de 1881-1882 – point de départ et moteur d'un extraordinaire bouleversement multiforme –, voilà de nombreuses décennies qu'on n'a pas

enregistré d'importants flux migratoires juifs, notamment du fait de la relative stabilité des Empires russe, austro-hongrois et ottoman, et de l'absence de persécutions massives dans les États-nations d'Europe occidentale depuis la fin du XVIII^e siècle².

L'immense majorité des Ashkénazes a pour langue vernaculaire le yiddish, langue germanique écrite avec des caractères hébraïques, les Séfarades parlant le judéo-arabe ou le judéo-espagnol, avec des variantes nouvelles parfois ; ainsi, depuis la prise d'influence ou de contrôle de la France sur l'Afrique du Nord, les Juifs d'Algérie française (citoyens depuis le décret Crémieux de 1870), apprennent et parlent en priorité le français, tandis que ceux du Maroc et de Tunisie connaîtront une dynamique semblable un peu plus tard. Dans tous les cas de figure, les Juifs parlent également la (ou les) langue(s) employée(s) et/ou imposée(s) dans leur environnement culturel et politique.

En revanche, l'hébreu n'est alors employé que pour les rituels religieux ; ce n'est qu'au terme du XIX^e siècle, par le truchement d'Eliezer Ben Yéhouda et des premiers sionistes, qu'il connaît une nouvelle naissance, après plus de deux dizaines de siècles, comme langue usuelle. Ajoutons qu'en Occident et dans des régions comme l'Anatolie ottomane ou la Perse, les Juifs ont déjà largement abandonné les langues juives spécifiques : exclusivement anglophones dans les communautés numériquement modestes des États-Unis (moins de 100 000 âmes), du Royaume-Uni et du Commonwealth, hispanophones en Argentine et au Mexique, francophones en France, turcophones en Anatolie, etc.

Enfin, sur le plan socio-économique, les Juifs exercent essentiellement des métiers liés au commerce. Fi des fantasmes tenaces sur l'atavisme des Juifs quant aux « métiers d'argent », rappelons que des siècles durant, tant dans les États chrétiens que musulmans, les métiers des armes, de la diplomatie, de la justice, de l'administration et – le plus souvent – de la terre, leur étaient interdits. Ne restaient donc que le commerce et l'usure, une usure dénigrée, voire prohibée pour les chrétiens en terre chrétienne (Moyen Âge) et pour les musulmans en terre islamique...

Ce n'est que très récemment – fin XVIII^e en France, milieu XIX^e dans les autres empires, sauf le tsariste – que les professions régaliennes, partiellement ou totalement, furent ouvertes aux citoyens et sujet juifs. Ainsi, commerçants, artisans et étudiants globalement très modestes, voire extrêmement pauvres en Russie et en Afrique du Nord, commerçants un peu plus aisés en Turquie ottomane, fonctionnaires, financiers, avocats, artistes ou médecins en Occident ; s'il est impossible d'établir avec précision les catégories socioprofessionnelles occupées par chaque Juif à la fin du XIX^e siècle, il convient d'indiquer une fois pour toutes qu'il n'existe alors nulle puissance financière ou diplomatique juive susceptible de peser de quelque façon que ce soit sur les affaires du monde.

Dans tous ces domaines, les années de frayeur 1881-1882 puis 1903-1906 marquent donc un tournant absolument décisif.

En Russie, des vagues de pogromes aux conséquences inouïes (1881-1882, 1903-1906)

En mars 1881, le tsar Alexandre II est assassiné par le groupe révolutionnaire *Norodnaïa Volia* (Volonté du peuple³). Son successeur, Alexandre III, prend le contre-pied des réformes en cours et adopte une politique slavophile, populiste, favorable à la paysannerie et volontiers discriminatoire à l'encontre des Juifs. En 1881 et 1882, une vague de pogromes sans précédent depuis celle de Bogdan Chmielnicki en 1648-1649 déferle sur l'Empire tsariste⁴. Le premier a lieu à Elisabethgrad (l'actuelle Kirovo), le 15 avril 1881, les autres s'étendant à toute la Zone de résidence (en fait de confinement) imposée aux Juifs dans la partie occidentale de l'Empire, comme à Varsovie à la mi-décembre, à Balta (en Podolie) durant les Pâques chrétiennes, les 29 et 30 mars 1882, ou encore en mai à Odessa.

Au total, 259 pogromes éclatent dans l'Empire russe, au cours desquels plusieurs centaines de Juifs sont assassinés, des femmes violées, d'innombrables maisons et boutiques pillées et incendiées, des biens dérobés. Lorsque les autorités n'y participent pas directement sous la forme de milices patriotiques, elles n'interviennent guère.

En outre, la police ne procède pratiquement à aucune interpellation, même lorsque, rarement, les victimes osent porter plainte. Meurtriers et destructeurs sans être apocalyptiques au regard de la masse démographique juive en Russie tsariste, ces pogromes provoquent un choc psychologique extraordinairement profond sur les masses comme chez les intellectuels juifs. De ce choc vont surgir trois bouleversements simultanés tout à fait considérables non seulement pour les Juifs mais aussi – dans une certaine mesure – pour l’ordre géopolitique mondial au xx^e siècle.

Conséquences démographiques

Le premier est démographique. Dès le milieu du xix^e siècle, des Juifs de Russie avaient choisi d’émigrer vers les États-Unis et, dans une moindre mesure, à Paris et Londres. Mais les derniers pogromes en date (conjugués parfois à la misère) précipitent des pans entiers du judaïsme russe vers les États-Unis. Le rôle déclencheur de la grande vague de violences paraît d’autant plus évident que chaque nouvelle secousse – tel le sanglant pogrome d’avril 1903 à Kichinev (encouragé par le ministre de l’Intérieur Vyatcheslav Plehve), ou la Révolution de 1905 avec son cortège d’exactions antisémites – s’accompagne de départs en masse. Entre avril 1903 et juin 1906, les 650 pogromes qui coûtent la vie à 3 000 Juifs russes (dont 800 à Odessa) ne font qu’accentuer les phénomènes déjà enregistrés depuis le déferlement antisémite précédent : accélération de l’immigration vers les États-Unis, nouvelle immigration de jeunes sionistes vers la Palestine ottomane (Deuxième *Aliya*), et augmentation du nombre de Juifs rejoignant les courants marxistes.

Ainsi, entre l’été 1881 et l’été 1882, environ 40 000 Juifs russes partent s’installer définitivement à New York et dans sa région, *via* les ports hanséatiques d’Allemagne, et plus de 400 000 pour la seule période d’exactions de 1903-1906 ; entre 1905 et 1914, par cette seule frontière germano-russe, 700 000 autres Juifs les rejoignent, certains se fixant en Allemagne en y apportant des idées neuves comme le sionisme et le bundisme (un autonomisme culturel juif, ouvriériste et marxisant). De

1881 à 1914, ce sont au total plus de 2 750 000 Juifs d'Europe orientale, dont environ 80 % en provenance de l'Empire russe, qui émigrent aux États-Unis (100 000 autres s'installant en Grande-Bretagne, 50 000 en Argentine et 40 000 dans le Yishouv de Palestine ottomane) tandis que le taux de retour moyen ne dépasse pas 8 %.

Contrairement à l'émigration vers la Palestine, plutôt jeune, individuelle et masculine et/car idéologique, l'émigration vers les États-Unis est essentiellement familiale et apolitique. Notons que 20 % des Juifs roumains (70 000 personnes), eux aussi soumis à des pogromes récurrents, émigrent dans la même période, mais davantage vers l'Europe occidentale. En moins de trois décennies, environ un tiers des cinq millions de Juifs de Russie auront donc quitté leur « foyer » multiséculaire, à la satisfaction d'un empire heureux de se débarrasser sans frais de cette population quasi unanimement détestée.

Au niveau culturel, le système de vases communicants joue à plein : en moins d'un quart de siècle, la majorité relative des Juifs passe du monde russophone (plus précisément russe/polonais/roumain/magyar) au monde anglo-saxon, le russe ne se transmettant pas du tout entre la génération qui a fui l'Empire tsariste honni et la suivante, et d'un confinement autour de la Tradition (les prescriptions bibliques) à un réel libéralisme religieux. Après la destruction du judaïsme germanophone durant le nazisme, la majorité relative des Juifs dans le monde deviendra anglophone puis, dans les années 2000, grâce à la forte progression démographique d'Israël (natalité, mariages endogames et immigration), l'hébreu aura surclassé l'anglais comme première langue natale et vernaculaire juive.

Établi sur de très grands espaces – le niveau d'analyse « lacostien » correspond ici à des dizaines de milliers de kilomètres –, ce phénomène migratoire massif et relativement soudain engendrera des conséquences géopolitiques majeures : puisque, d'une part, les États-Unis ne cesseront de monter en puissance à partir de 1914 pour devenir, après 1945, la superpuissance par excellence et, d'autre part, le système de *lobbying* y est tout à fait admis et même encouragé, on

comprend qu'une forte communauté juive américaine, parfaitement intégrée et globalement aisée après plusieurs décennies difficiles, pourra peser sur les affaires, tout particulièrement sur celles liées au Proche-Orient, au moins à partir de la fin de la Seconde Guerre mondiale. En attendant, le poids du judaïsme américain demeure marginal, tant pour des raisons socio-économiques que par manque de détermination à agir. La mauvaise conscience née de cette attitude plus ou moins « attentiste » au cours de la période nazie se répercutera durablement par la suite, pesant d'un poids politique considérable en faveur d'Israël.

La première traduction dans les faits de cette synergie juive américaine apparaîtra dans les années 1945-1949, à un moment crucial pour le sionisme et la création d'un État juif en Palestine mandataire britannique.

Conséquences politiques

Le deuxième bouleversement est politique. Si la vague de pogromes de 1881-1882 ne crée pas le sionisme – l'ancien proche de Karl Marx, le journaliste socialiste Moses Hess, le médecin Léo Pinsker, ainsi que les rabbins Kalisher et Alkalaï ont déjà appelé à diverses formes de souveraineté juive dès les années 1860-1870, d'autres personnalités ayant encouragé la construction d'installations agricoles en Palestine ottomane (Moses Montefiore) –, elle contribue fortement à son émergence tant au niveau théorique que pratique.

Des intellectuels jusqu'alors soit assimilationnistes, soit purement marxistes, soit encore simplement indifférents à une question juive globale en tant que telle vont réagir rapidement et de manière inattendue aux pogromes, comme Aharon David Gordon ou encore l'influent écrivain Yossef Haïm Brenner⁵.

Le parcours intellectuel de Peretz Smolenskin (1840-1885), l'un des leaders de la *Haskala* (le mouvement juif des Lumières) et fondateur du mensuel hébraïque *HaShahar* (*L'Aube*) est à cet égard éloquent. En 1879, il s'opposait encore catégoriquement aux aspirations proto-sionistes en ces termes :

« Les Juifs sont différents des autres peuples. L'existence des autres nations est liée à celle de leur patrie, mais le royaume des Juifs est spirituel. [...] Celui qui souhaite rebâtir les ruines de Sion à Jérusalem est semblable à celui qui veut ériger une tour sur le toit avant d'avoir construit la maison. »

Peretz Smolenskin, Organisation sioniste mondiale, brochure trad. 1956, p. 67.

Deux années plus tard, la terrible vague de pogromes de Russie le persuade qu'un renouveau linguistique et culturel ne suffit pas, l'amenant à militer activement en faveur d'un départ des Juifs vers la Palestine. La démarche de Moshé Leib Lilienblum (1843-1910) est sensiblement similaire; Juif émancipé ayant poursuivi de brillantes études à Odessa, il était convaincu que les Juifs ne pourraient accéder à l'égalité des droits que par une occidentalisation qui les rendrait acceptables aux yeux d'une Russie bienveillante. Contraint de se cacher durant les pogromes, il décide que seule la restauration d'une souveraineté nationale assurerait le salut des Juifs.

C'est aussi dans la décennie qui suit la tempête que l'intellectuel juif viennois Nathan Birnbaum forge le néologisme « sionisme » en lieu et place de « national-juif » jusqu'alors en vigueur (1890), et surtout qu'un professeur de médecine d'Odessa, Léo Pinsker (1821-1891), publie à Berlin son *Autoémancipation. Mise en garde d'un Juif à ses frères*, opuscule dont le retentissement s'avérera par la suite considérable et dans lequel il appelle à l'établissement d'un État juif indépendant en Palestine et à une émigration massive vers ce futur État, prenant acte du rejet selon lui sempiternel des Juifs par les autres peuples :

« Le Juif est considéré par les vivants comme un mort, par les autochtones comme un étranger, par les indigènes sédentaires comme un clochard, par les gens aisés comme un mendiant, par les pauvres comme un exploiteur millionnaire, par les patriotes comme un apatride, et par toutes les classes comme un concurrent qu'on déteste⁶. »

Léo Pinsker, *Autoémancipation*, Organisation sioniste mondiale, trad. 1956, p. 43.

Pinsker, intellectuel assimilé, était des tout premiers Juifs à pouvoir poursuivre des études de droit à l'université d'Odessa. Or, en dépit de sa détermination et de résultats irréprochables, on lui fit comprendre à plusieurs reprises qu'il ne parviendrait jamais, car juif, à devenir avocat. Pour lui, l'antisémitisme (qu'il désigne par « judéophobie ») demeurerait un phénomène non seulement social mais psychopathologique aussi longtemps que les Juifs constitueraient une « nation-fantôme », soit une minorité partout, une majorité nationale nulle part, partout des « invités », nulle part des « hôtes » (*idem*, p. 45). Là encore, l'expérience des pogromes aura été déterminante; elle l'amène à nier l'hypothèse selon laquelle un effort pour se fondre dans le milieu environnant permettrait aux Juifs d'être acceptés par les sociétés au sein desquelles ils évoluent. Partant, Pinsker voit dans le transfert des Juifs sur un territoire souverain l'unique possibilité de devenir une nation comme les autres. Il prendra aussi la tête d'un groupe de jeunes militants issus de Saint-Petersbourg, le *Hibbat Tsion* (Amour de Sion), qui comptera *in fine* plusieurs milliers de militants à travers l'Europe (dont Lilienblum et Smolenskin) et quelques centaines de pionniers installés tant bien que mal en Palestine ottomane.

Quelques mois auparavant, toujours suite au déclenchement de la vague de pogromes, c'est un groupe autoproclamé Bilou (acronyme du verset *Beth Yaakov, Lehou Venelha!* « Maison de Yaakov, viens et partons! », *Livre d'Esaië*, 2,5), qui s'était constitué autour d'un programme romantique, socialiste et national de régénération de l'homme juif jusqu'alors martyrisé et humilié. Né le 30 janvier 1882 à Kharkov en pleine atmosphère délétère liée aux pogromes, le Bilou (*cf.* Annexes) parvient en quelques années à enraciner plusieurs centaines de travailleurs agricoles au Yishouv qui incarneront l'ossature de la Première *Aliya* en Palestine ottomane.

En dépit d'un échec certain au vu de leurs objectifs initiaux de peuplement massif et rapide, ces deux entreprises, ainsi que d'autres plus individuelles ou moins politisées, auront posé les jalons d'un mouvement sioniste plus puissant et pérenne, avec Herzl dès 1896-1897 au niveau théorique, avec la Deuxième *Aliya* de 1904-1914 au niveau pratique.